



1er décembre : Journée des prisonnier(e)s pour la paix

Soutenir la paix et les droits de l'homme en Russie



14 octobre 2006 , ambassade de Russie à Londres, une délégation de l'union nationale de journalistEs apporte une pétition et une couronne à la mémoire de Anna Politkovskaya.

Photo: Andreas Speck

Le 7 octobre 2006, la journaliste russe Anna Politkovskaya fut tuée aux abords de son appartement à Moscou. Son cas n'est pas isolé – plusieurs journalistes ont été assassinés en Russie ces dernières années – et qu'Anna Politkovskaya fut prise pour cible n'est pas une coïncidence.

La Russie est le troisième pays le plus meurtrier au monde pour les journalistes au cours des 15 dernières années, derrière les seuls pays rongés par les conflits que sont l'Irak et l'Algérie. Un rapport du CPJ (Comité pour la protection des journalistes) indique que 42 journalistes ont été tués en Russie depuis 1992. La plupart tombés sous les balles lors d'exécutions de type "contrat" et une grande majorité de ces assassinats n'a pas été résolue par les autorités russes.

Mais Anna Politkovskaya n'était pas uniquement une journaliste opposante, ce qui est déjà dangereux en Russie. Le travail d'Anna Politkovskaya était consacré à la

guerre en Tchétchénie et aux violations des droits de l'homme par les militaires russes en Tchétchénie ou contre les Tchétchènes vivant en Russie. Par ce sujet, elle s'était attaquée à deux piliers centraux du pouvoir de Poutine en Russie : l'armée et les forces de sécurité russes d'une part, la "guerre au terrorisme" de la Russie en Tchétchénie d'autre part.

Extrêmement insignifiant ?

Le Président Poutine n'a réagi au meurtre d'Anna Politkovskaya que sous la pression de journalistes lors d'une visite en Allemagne. Il a alors indiqué : « Toutefois, son niveau d'influence sur le développement politique du pays [...] était insignifiant. » Si tel était le cas, pourquoi fut-elle assassinée ?

Anna Politkovskaya a été menacée et attaquée à plusieurs reprises du fait de son

Édito

Octobre ne fut pas un mois de réjouissance pour les militantEs des droits de l'homme en Russie. Le 7 octobre Anna Politkovskaya, journaliste de renom ayant régulièrement exposé les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, fut assassinée aux abords de son appartement à Moscou. Six jours plus tard, le 13 octobre, la société de l'amitié russo-tchétchène (RCFS) de Nizhni Novgorod a été dissoute par un tribunal local en vertu de la nouvelle loi sur les ONG qui rend illégale une organisation dirigée par une personne coupable "d'activités extrémistes". D'après Amnesty international, le directeur de RCFS, Stanislav Dmitrievskii, a été condamné pour "haine raciale" le 3 février 2006 comme suite à la publication d'articles nonviolents de leaders séparatistes tchétchènes et, toujours d'après Amnesty, fut en fait condamné pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et n'aurait jamais dû se retrouver devant le tribunal.

À peine quelques jours plus tard, le parquet militaire de Chelyabinsk a laissé tomber l'instruction contre quatre officiers de l'armée accusés d'avoir failli à la protection du conscrit Andrei Sychyov face aux brimades. Ce cas avait obtenu beaucoup d'attention du public en début d'année de par sa violence et sa cruauté. Alors que la personne coupable des brimades a été condamnée à quatre années d'emprisonnement, aucune action ne pourra maintenant être prise à l'encontre des responsables de la protection des conscrits.

Ces trois éléments d'information, sans lien, donnent une idée de la situation en Russie – situation qui empire alors que les sociétés et les leaders occidentaux signent de plus en plus d'accords avec la Russie. La Tchétchénie et la politique de plus en plus raciste à l'encontre des citoyenNEs du Caucase vivant en Russie est la version russe de la "guerre au terrorisme". Quant au silence des leaders occidentaux, il est le prix payé pour la collaboration de la Russie à la "guerre au terrorisme de Bush". Cependant, pour un mouvement pacifiste tel le nôtre, il est important de rompre le silence vis-à-vis de la Tchétchénie et vis-à-vis des violations russes des droits de l'homme. Mais notre rôle principal est surtout de soutenir les militantEs pour la paix et les droits de l'homme en Russie et en Tchétchénie.

Andreas Speck

suite en page 2



suite de la page 1

travail. En février 2001, des agents des forces de sécurité l'ont détenue dans le district de Vedeno en Tchétchénie en l'accusant d'avoir pénétré sur le sol tchétchène sans accréditation. Elle fut laissée dans une fosse, pendant trois jours, sans eau ni nourriture, tandis qu'un officier de l'armée la menaçait de son tir. Sept mois plus tard, elle reçut des menaces de mort d'un officier de l'armée qui était accusé de crimes contre des civils. Elle fut obligée de s'envoler pour Vienne suite à un e-mail de l'officier, envoyé au Novaya Gazeta dans lequel cet homme promettait de se venger.

Lorsqu'elle fut assassinée, elle travaillait de nouveau sur un article à propos des violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Poutine voudrait

bien évidemment que cela soit "insignifiant".

Les journalistes ne sont pas seulEs.

Les journalistes ne sont pas les seulEs dans le collimateur. Quelques jours à peine après le meurtre d'Anna Politkovskaya, les autorités russes ont dissous la "société de l'amitié russo-tchétchène" de Nizhny Novgorod – toujours à cause de l'éclairage porté sur la "guerre au terrorisme" de la Russie en Tchétchénie. Évidemment, il s'agit juste d'une nouvelle tentative pour réduire les dissidentEs au silence en utilisant l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur les ONG et les organisations de la société civile. Le Guardian rapportait d'ailleurs le 19 octobre, que plusieurs ONG de renom devaient cesser leurs activités en Russie

faute de s'être déclarée dans les temps au titre de la nouvelle loi. Toutefois, les raisons en étaient surtout des retards liés à la bureaucratie. Au 18 octobre, seules 91 des 500 ONG internationales avaient reçu l'agrément des autorités russes, les autres devant cesser leurs activités. Là encore, certaines des ONG concernées sont impliquées dans l'aide humanitaire au Nord-Caucase, en Ingouchie ou ailleurs, particulièrement auprès des réfugiés tchétchènes.

Un climat de violence

Les meurtres de journalistEs et la répression contre les ONG et les groupes de la société civile se déroulent dans le contexte d'une violence accrue contre les minorités et les militantEs politiques. En novembre 2005, deux anarchistes étaient attaqués par des fascistes à Saint Petersburg. L'un n'en réchappera pas, l'autre fut gravement blessé. Les Caucasiennes vivant en Russie sont particulièrement et régulièrement visées par des attaques et des insultes racistes. L'escalade actuelle du conflit entre la Russie et la Géorgie – comme les centaines de citoyenNEs géorgienNEs expulsés du Russie – augmentent encore la violence de la partie raciste de la société russe. Il apparaît clairement que tout ne va pas bien en Russie...

Andreas Speck



Devant l'ambassade de Russie a Londres.

Photo: Andreas Speck

Bourreaux et victimes : droits de l'homme et armée russe

L'armée russe doit faire face à (au moins) deux types de violations des droits de l'homme : la *dedovshchina*, le bizutage des conscrits à leur entrée dans l'armée russe (lire l'article ci-dessous), et les violations des droits de l'homme perpétrées par les militaires russes en Tchétchénie et autres régions de conflit.

La *Dedovshchina*

En 1988, la publication d'un article sur *Komsomol'skaia Pravda*, lequel d'écrivait un incident impliquant un conscrit qui, victime de brutalités persistantes dans la caserne a finalement craqué et tourné son arme vers ses congénères tuant huit d'entre eux, fut le point de départ du débat sur la *dedovshchina*. La pratique de la *dedovshchina* a donné de l'ampleur à un autre phénomène plus ou moins spécifique à la Russie post-soviétique : le mouvement des mères de soldats.

Pour beaucoup d'antimilitaristes, les connections avec ce mouvement ne sont pas évidentes. On ne peut pas vraiment le qualifier d'antimilitariste ou de pacifiste. La principale préoccupation pour nombre des militantes est de protéger leurs enfants du bizutage à l'armée. La plupart des comités de mères de soldats promeuvent la professionnalisation de l'armée russe comme remède à la *dedovshchina*.

Cependant, ces comités étaient et sont toujours importants quand il s'agit d'apporter une aide pratique aux jeunes hommes cherchant à échapper à l'armée par peur de la *dedovshchina*, de rendre public les violations des droits de l'homme à l'armée, portant ainsi la problématique de la *dedovshchina* à l'ordre du jour de la société russe et contribuant à la faillite de la conscription en Russie de même qu'à la très répandue volonté d'échapper au service militaire. Malgré les actions des mères de soldats, rien ne s'est amélioré près de 20 ans après, comme le montre le cas de Private Sychov qui est devenu un symbole de la réalité brutale de la conscription russe au début de cette année.

D'après les rapports de la fondation Mothers' Rights, en Russie, 3 000 soldats meurent en moyenne chaque année à l'armée [...] 23 % de ces décès sont attribués à des accidents, 16 % aux opérations militaires, 15 % à des actes d'agression d'autres soldats et 11% à la maladie. À côté de cela, le soldat mort était fils unique dans 17 % des cas alors que pour 14%, les parents ayant perdu leur enfants sont handicapés. Les parents d'un soldat décédé peuvent obtenir une pension mensuelle de 70 dollars à condition de prouver que la mort n'est due ni à un suicide ni à une maladie. De plus, les investigations ne prennent pas



Poster zum "Tag der Verteidiger des Vaterlandes" am 24. Februar – doch die Verteidiger wollen nicht mehr...

Photo: Andreas Speck

souvent en compte les humiliations quotidiennes, le harcèlement et les tortures qui ont pu conduire au suicide. D'après Veronica Marchenko, l'année passée fut l'objet de meurtres cruels inhabituels et de nombreux décès criminels.^a La réponse de l'armée russe est une réduction de la durée de service militaire (à 1 an à partir de 2008) et une professionnalisation accrue. Cependant, ces mesures n'étant accompagnées d'aucune réforme structurelle, il est peu probable qu'elles éliminent les problèmes ci-dessus.

Tchéchénie

La Tchétchénie est l'autre pan des problèmes de droits de l'homme en lien avec l'armée russe : la violation systématique par les militaires des droits fondamentaux des civils tchéchènes. Et ces pratiques se répandent de plus en plus à la République voisine d'Ingouchie. Amnesty international écrit : « des violations sérieuses des droits de l'homme, dont des crimes de guerre, continuent d'être perpétrées en Tchétchénie tant par les forces de sécurité tchéchènes que l'armée fédérale. » Les forces de sécurité tchéchènes sont de plus en plus liés à des détentions arbitraires, de la torture et des "disparitions" en Tchétchénie. Les femmes souffrent de violences misogynes, dont des viols et des menaces d'enlèvement de la part de membres des forces de sécurité, tant fédérales que tchéchènes. Des rapports indiquent aussi que les groupes armés de l'opposition continuent de commettre des crimes de guerre, dont des attaques directes sur des civils. Amnesty international n'a relevé que deux condamnations en 2005 pour des violations sérieuses des droits de l'homme commises en Tchétchénie. La majorité des instructions pour les cas de

violations avérées est inefficace et pour le peu qui parvient devant les tribunaux, l'accusation est entachée de vices de forme.

Des violences et des troubles ont aussi été notés dans d'autres républiques du Nord-Caucase, dont des sévices tels la détention arbitraire, la torture, les "disparitions" et l'enlèvement. Le 13 octobre 2005, un groupe de 300 hommes armés attaque des installations gouvernementales à Nalchik et aux alentours. Plus de 100 personnes dont au moins 12 civiles ont alors été tuées dans la capitale de Kabardino-Balkaria. Ce raid fut revendiqué comme une réponse aux mois de persécution à l'encontre des musulmans de la région dont des détentions arbitraires et des tortures de la part des forces de l'ordre, ainsi que la fermeture de mosquées. Après ce raid, les forces de l'ordre ont arrêté des dizaines de personnes ; de nombreux détenus ayant été torturés.

Alors que la cour européenne des droits de l'homme a condamné la Russie en février et le 12 octobre 2006 pour les disparitions et les décès de citoyens tchéchènes, la situation ne s'améliore pas. Dans son jugement de février, la CEDH indique que la Russie est coupable de violations sérieuses des droits de l'homme en Tchétchénie jugeant que la Russie a utilisé la force de manière disproportionnée au cours de ses opérations militaires, sans discernement quant aux civils prisés pour cible et qu'elle a failli à mener les investigations adéquates dans ces cas de civils tués.

Un mouvement anti-guerre ?

Malgré l'étendue de la *dedovshchina* et la guerre en Tchétchénie, il n'y a pas vraiment, en Russie, de mouvement antiguerre auquel s'adresser. Quelques groupes : certains comités des mères de soldats, action autonome, mémorial, etc., travaillent de manière plus ou moins isolée en Russie contre la "guerre au terrorisme" de la Russie en Tchétchénie. De nombreux/ses militants russes placent leurs espoirs dans les institutions internationales et européennes, et font appel à celles-ci pour stopper la guerre en Tchétchénie. Cependant, il y peu de chances que cela aboutisse, surtout tant que durera l'absence d'opposition publique à la guerre, en Russie même.

Andreas Speck

Pour plus d'information :

* Action autonome : www.avtonom.org

* Memorial : www.memo.ru

* Comités des mères de soldats : <http://www.ucsmr.ru>



Liste d'honneur des prisonniers

Comment fonctionne la liste

En premier figurent en gras les noms des prisonniers, suivis de leur peine ; vient ensuite le lieu de détention et le motif de la condamnation. Une information relative aux pays où des prisonniers/ères ont vu leurs peines prononcées, effectuées, terminées ou suspendues au cours de l'année se trouve en italique.

Arménie

Bien que l'Arménie ait adopté une loi sur l'objection de conscience en 2004, le pays continue à emprisonner des objecteurs de conscience. Beaucoup d'objecteurs de conscience refusent aussi d'effectuer le service de substitution, parce qu'il est contrôlé par le ministère de la Défense. Un amendement à la loi sur l'objection de conscience a été apporté pour encadrer les poursuites des objecteurs de conscience refusant le service civil. En mai 2006, des objos témoins de jéhovah ont porté un recours devant la cour européenne des droits de l'homme, dénonçant une violation de leurs droit fondamental à l'objection de conscience.

Corée du Sud

En 2004, la cour suprême et la cour constitutionnelle se sont prononcés contre le droit à l'objection de conscience. Environ un millier d'objecteur de conscience est en prison, la plupart d'entre eux étant des témoins de jéhovah. Deux cas en attente de jugement devant le comité des droits de l'homme des Nations Unies. De nombreuses manifestations avec des arrestations ont aussi eu lieu contre le déménagement de bases américaines en Corée du sud.

Kim Ji Tae (#201, in 05/06/06)

☒ Pyeongtaek Gu Chee So, Dong Sak-Dong 245-1, Pyeongtaek, South Korea
Détenu pour résistance nonviolente au déménagement forcé de communautés paysannes pour l'expansion d'une base militaire américaine. L'audience se poursuit jusqu'au 3 November 2006.

Erythrée

Paulos Eyassu (24/09/1994-...)

Negede Teklemariam (24/09/1994-...)

Isaac Mogos (24/09/1994-...)

Aron Abraha (09/05/2001-...)

Mussie Fessehaye (Juin 2003-...)

Ambakom Tsegezab (Février 2004-...)

Bemnet Fessehaye (Février 2005-...)

Henok Ghebru (Février 2005-...)

☒ Sawa Prison, Erythrée

Amanuel Tesfaendrias (March 2005-...)

☒ Wia Prison, Erythrée

En tous neuf objecteurs de conscience, tous témoins de jéhovah, sont emprisonnés pour objection de conscience au service militaire. Trois d'entre eux le sont depuis le 24 September 1994, pour s'être insoumis, sans avoir jamais été poursuivis. La peine maximale pour objection de conscience est de trois ans d'emprisonnement.

Etats Unis d'Amérique

Greg Boertje-Obed

Michael Walli

Carl Kabat O.M.I.

☒ Burleigh County Detention Center, POB 1416, Bismarck, ND58502
Désarmement effectif d'un silo E-9 de missile nucléaire au Dakota du Nord le 20 juin 2006. Verdict du jugement attendu au 04/12/06

Helen Woodson (03231-045) (106 mois – sortira le 09/09/11)

☒ FMC Carswell, Max Unit, POB 27137, Ft. Worth, TX 76127

Manifestation anti-guerre, au tribunal fédéral de Kansas City, Missouri, le 11/03/04 en violation de sa liberté sur parole après sa sortie de prison du 09/03/04. A plaidé coupable pour la violation et quatre nouvelles charges le 18/06/04.

Kevin McKee (40886-050) (24 mois – sortira le 05/11/07)

☒ FCI Schuylkill Satellite Camp, POB 670, Minersville, PA 17954

Joseph Donato (40884-050) (27 mois – sortira le 31/01/08)

☒ FCI Fairton, POB 420, Fairton, NJ 08320

Condamnés en décembre 2004 pour objection de conscience à l'impôt militaire pour des motifs religieux

Rafil Dhafir (11921-052) (22 ans – sortira le 26/04/22)

☒ FCI Fairton, POB 420, Fairton, NJ 08320

Ayman Jarwan (11920-052) (18 mois – sortira la 25/12/06)

Condamnés en février 2005 pour l'aide humanitaire et financière apportée à des irakiens en violation des sanctions américaines.

Augustin Aguayo

US Army Confinement Facility-Europe, Mannheim, Germany

A abandonné son poste suite au refus de sa demande de statut d'objecteur ; il est détenu en Allemagne en attente de la résolution de sa situation.

Walter R. Clousing

☒ Bldg. 1041, PSC 20140, Camp Lejeune NC 28542



/ères pour la paix 2006

Condamné le 12 Octobre à trois mois pour absence non autorisée.

Finlande

Bien que soumise à la pression des Nations unies et d'autres institutions internationales, la Finlande continue à emprisonner les insoumis, et refuse d'aligner sa législation sur le service de substitution avec les normes internationales. Le 16 octobre, 19 objecteurs-insoumis étaient en prison, mais seulement quatre (qui seront encore en prison le 1er décembre) nous ont autorisés à publier leur nom.

Kenneth Eklund

Erno Pennanen (01/08/06—17/02/07)

☒ Helsingin työsiirtola, PL 36, 01531 Vantaa, Finlande

Santeri Lintunen

☒ Ojoisten työsiirtola, PL 36, 01531 Vantaa, Finlande

Hannu Luode (01/08/06—18/02/07)

☒ Satakunnan vankila, Köyliön osasto, PL42, 32701 Huittinen, Finlande

Grèce

En 2006, la situation ne s'est pas améliorée en Grèce malgré une importante attention internationale. Plusieurs objos attendent le verdict de leur jugement en appel et pourraient être emprisonnés prochainement.

Israël

L'Israël continue d'emprisonner les insoumis à l'armée. Cependant la pratique qui consistait à condamner le refuznick à des peines répétées allant jusqu'à cinq semaines rend impossible de prédire qui sera en prison au 1er décembre. Merci de vérifier sur le site web, les mises à jours : <http://wri-irg.org/news/alerts>.

Puerto Rico

José Pérez González (21519-069) (cinq ans – sortira le 15/07/08)

☒ Edgefield FCI, PO Box 725, Edgefield, SC 29824, USA

Condamnation pour conspiration, dommages sur propriété fédérale, et/ou violation d'une mesure de liberté surveillée le 01/05/2003 pour leur opposition à la base américaine de Vieques, Porto Rico.

Russie

Igor Sutyagin (15 years)

☒ 427965, Respublika Udmurtiya, g. Sarapul; ul. Raskolnikova, 53-A, YaCh-91/5, 14 otryad; Russie

Détenu depuis le 27/10/1999, condamné le 07/04/04 pour espionnage après avoir recherché des informations publiques sur les armes nucléaires.



Action

- * Le 1er décembre, mettre de côté au moins une heure pour écrire au moins quatre cartes aux prisonniers ;
- * Organiser dans son groupe pacifiste, sa classe ou ses lieux de rencontres une séance d'écriture de cartes ;
- * Monter un stand au centre ville, faire un peu de théâtre de rue ou toutes autres idées pour attirer l'attention et l'intérêt sur les prisonniers pour la paix.

Envoyer des cartes et des lettres

- * Toujours poster ses cartes dans des enveloppes ;
- * Inscrire le nom et l'adresse de l'expéditeur sur l'enveloppe ;
- * Être créatif et bavard : envoyer des photos de votre quotidien, des dessins...
- * Dire aux prisonniers ce que vous faites pour arrêter guerres et préparatifs de guerres ;
- * Ne rien écrire qui peut causer des problèmes au prisonnier ;
- * Penser à ce que vous aimeriez recevoir comme courrier si vous étiez en prison ;
- * Éviter de commencer par : « vous êtes si courageux, je ne pourrais jamais faire ce que vous avez fait » ;
- * Ne pas attendre de réponse du prisonnier ;
- * Si vous ne parlez pas la langue du prisonnier, essayez votre anglais, mais sachez que même en français votre message est porteur de plaisir ;
- * Et se rappeler, l'an prochain cela peut être vous...

Soutien au travail de l'IRG

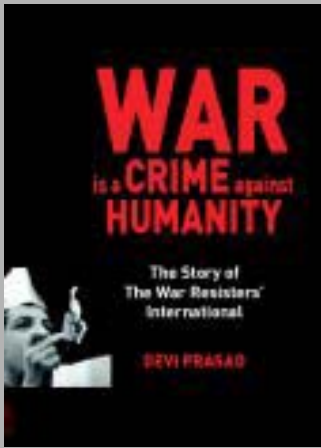
Depuis 48 ans, l'Internationale des résistantEs à la guerre publie la liste et l'histoire de prisonniers de conscience. Aidez-nous à maintenir la tradition ! Vos dons à l'IRG avec la mention « Prisonniers pour la paix » sont précieux pour financer les recherches pour la liste 2007.

Contributions à envoyer à : IRG, 5 Caledonian Road, London N1 9DX (Royaume Uni), Tél. : 00 44 20 72 78 40 40, Fax : 00 44 20 72 78 04 44, Courriel : office@wri-irg.org

Votre engagement en faveur des prisonniers fait vraiment une différence : montrez votre solidarité !

Dons en ligne, visites de la boutique électronique de l'IRG où vous pouvez commander des livres de l'IRG, des badges avec le fusil brisé, par carte bancaire, sur le site : <http://wri-irg.org/shop/shop-fr-eu.htm>

Version en ligne : <http://wri-irg.org/br-home.htm>, où vous retrouverez en quatre langues le « PFP 2006 pack ».



War is a Crime against Humanity:
The Story of The War Resisters' International
Le nouveau livre de Devi Prasad

"L'Internationale des RésistantEs à la Guerre, née suite aux horreurs et à la stupidité de la première guerre mondiale, a maintenu levé l'étendard de l'objection de conscience et de l'abolition de la guerre tout au long du siècle le plus atroce de l'histoire européenne. Les résistantEs à la guerre, organisés ou non, apporteront la fin de la guerre"

Dr Johan Galtung,
Professeur de recherche sur la paix

Devi Prasad a étudié à Shantiniketan, Université de Tagore ; il a travaillé comme enseignant et artiste à Sevagram, l'ashram de Gandhi, de 1940 à 1962. Il fut secrétaire général de l'IRG de 1962 à 1972.

Editeur : Internationale des RésistantEs à la Guerre, 21 octobre 2005.
ISBN 0-903517-20-5. Textes en anglais, 560 pages, 67 photos, 47 € port compris.

Pour commander : <http://wri-irg.org/shop/shop-fr-eu.htm>.

Objection de conscience en Russie :
premières impressions après trois années d'application

La loi russe relative à l'objection de conscience est entrée en vigueur le 1er janvier 2004, introduisant un "droit" à l'objection de conscience qui ne remplit pas les normes internationales, dont un service civil 75 % plus long que le service militaire [1].

En pratique – en dehors de la problématique de la durée – les problèmes proviennent principalement d'une procédure d'application bureaucratique. La demande pour l'objection de conscience doit être effectuée au moins six mois avant l'appel. Cependant, de nombreux objos potentiels ne sont pas au courant de la date butoir, et les bureaux d'informations sur le service militaire donnent souvent une information fautive ou incomplète. D'après Sergey Krivenko, secrétaire de la coalition de toutes les ONG russes pour un service de substitution civil et démocratique,

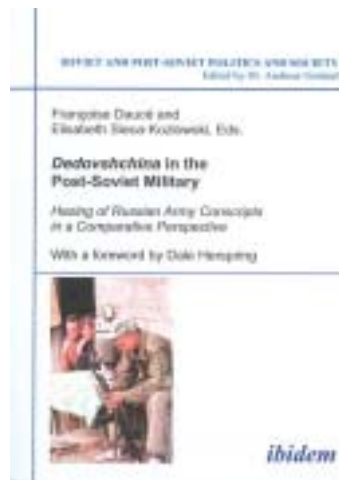
ont été recensées des personnes désinformées de vives voix par des officiels des bureau d'information sur le service qui ont sciemment donné des informations fausses ou insuffisantes, comme la restriction du droit au statut d'objo aux demandeurs ayant des croyances religieuses. De toute manière, la plupart des bureaux d'information sur le service national ne donne aucune information sur le droit à l'objection de conscience.

Il y a actuellement plusieurs cas dont la demande d'objection de conscience a été rejetée pour cause de date butoir dépassée, obligeant ainsi des objecteurs de conscience à effectuer un service militaire. Ce point, de la loi sur l'objection, fait l'objet d'une requête devant la Cour constitutionnelle de la fédération russe. Il y a aussi des cas, où les bureaux du service militaire ne transmettent pas les demandes de

Critique littéraire

Dedovshchina in the Post-Soviet Military : Hazing of Russian Army Conscripts in a Comparative Perspective

(La Dedovshchina dans l'armée post-soviétique : les bizutages des conscrits de l'armée russe d'un point de vue comparatif). Par Françoise Daucé et Elisabeth Sieca-Kozlowski (ed.), Ibidem, Stuttgart 2006



évidence cette pratique sous Gorbachev.

En introduction, les éditeurs écrivent : « la Dedovshchina est au carrefour de la transformation de la Russie depuis la disparition de l'URSS. C'est entre autres la conséquence d'un héritage historique (soviétique et même tsariste), de tensions culturelles (les conflits inter-ethniques en USSR), de disfonctionnements politiques (le manque de démocratie) et de problèmes économiques (manque d'argent dans l'armée), la combinaison de l'ensemble expliquant la longévité de ces pratiques néfastes » (page 18).

Beaucoup de groupes en Russie soutiennent la professionnalisation de l'armée russe comme solution au problème de la dedovshchina, qu'ils considèrent lié à la conscription. Cependant, les auteurs donnent de nombreuses raisons pour être prudent face à toute approche de ce genre (surtout facile). Dans sa contribution, Joris van Bladel conclut : « En parlant d'armée professionnelle, nous devons faire attention à ce que nous signifions exactement. Si nous considérons que c'est un mode de recrutement des soldats sans modification qualitative des forces armées, conservant son cloisonnement comme caractéristique principale, la dedovshchina ne disparaîtra pas. Les mêmes disfonctionnements et abus perdureront dans la nouvelle armée professionnelle russe » (page 298). Tout bien considéré, nous pouvons ajouter ici notre perspective pacifiste de démilitarisation de la société comme réponse à la dedovshchina.

Ce livre n'est pas écrit dans une perspective pacifiste, loin s'en faut. Mais tant d'auteurs écrivent d'un point de vue clairement pro-militaire, ce qui n'est pas le cas ici. Cela ne constitue pas un point faible car le lecteur peut facilement apporter cet éclairage pacifiste par lui-même. Ce que le livre nous offre est un aperçu du phénomène de la dedovshchina à un degré inconnu dans nos sociétés occidentales.

Les auteurs inscrivent la dedovshchina dans le contexte de la société russe post-soviétique – un contexte caractérisé par un changement radical des codes régissant la société – du socialisme de type soviétique au capitalisme sauvage – et par des carences sociales accrues. Mais ce faisant, elles ne suggèrent pas pour autant l'inexistence de la dedovshchina à l'ère soviétique. En fait, le comité des mères de soldats avait déjà mis en

statut au centre des incorporations. Alors qu'il est le seul à pouvoir décider de la recevabilité des demandes de statut.

En tout, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'objection de conscience, environ 3 500 personnes ont demandé à être reconnues comme objecteur. Il n'y a pas, actuellement, de statistiques disponibles sur le nombre de statuts accordés et refusés. Cependant, environ une centaine est entrée en contact avec des organisations russes des droits de l'homme pour obtenir de l'aide comme suite aux problèmes rencontrés avec la bureaucratie, la plupart obtenant alors leur statut d'objecteur de conscience [2].

L'objection de conscience en Russie doit être observée à travers le prisme de la situation désastreuse de l'armée et d'une volonté très répandue d'échapper au service national. D'après un sondage de l'organisme indépendant Levanda, la volonté des russes de servir dans l'armée a chuté à moins de 40 % début 2006 [3]. Cependant, pour la plupart des jeunes, l'achat d'une exemption ou d'une réforme médicale reste la méthode choisie plutôt que l'option légale qu'apporte l'objection de conscience. Cela signifie que le nombre des objos n'est pas révélateur du mécontentement



Manifestation anti-guerre a Moscou en Février 2005

Photo: Andreas Speck

très répandu à l'égard de l'armée russe.

Andreas Speck

Notes :

[1] Pour une critique plus détaillée de la loi russe sur l'objection de conscience, se référer au rapport de l'Internationale des résistantEs à la guerre pour le comité des droits de l'homme de l'ONU : La fédération russe : droits de l'homme et forces armées, septembre 2003, en anglais uniquement, <http://wri-irg.org/news/2003/un0309ru.htm>

[2] Information fournie par Sergey Krivenko, courriel à l'IRG du 19 octobre 2006

[3] A-Infos du 7 mars 2006

Forum social mondial 2007, Kenya
Luttes des peuples Alternatives des peuples

Le Forum social mondial 2007 aura lieu du 20 au 25 janvier à Nairobi, au Kenya. Suite à la conférence de l'Internationale des résistantEs à la guerre « Mondialiser la non-violence » qui s'est tenue en Allemagne au mois de juillet 2006, l'IRG participera au Forum social mondial avec plusieurs activités, dans le but de mettre en avant la nonviolence et de promouvoir l'antimilitarisme. L'IRG saisira notamment l'opportunité de renforcer les contacts avec d'autres groupes en Afrique, et de construire des réseaux de soutien aux militantEs érythréenNEs pour les droits de l'homme et à ceux qui fuient la conscription.

Toutefois, l'Internationale des résistantEs à la guerre n'est pas sans critiques vis-à-vis du processus du Forum social mondial. Il sera particulièrement important d'insister sur la critique du rôle croissant des groupes de gauche/marxistes au FSM, et plus encore du soutien à des régimes militaristes, si progressistes puissent-il se présenter.

À la suite de la participation de l'IRG au Forum social alternatif de Caracas en janvier 2006, l'IRG projette d'organiser un séminaire « Contre tous les militarismes » au FSM, qui sera aussi le lieu pour discuter du « militarisme de gauche ».

Nous supposons que de nombreux militantEs seront à Nairobi. Merci de nous le faire savoir à l'avance, et de nous aider à rendre la présence de l'IRG plus visible et plus efficace. Nous projetons d'avoir un stand au FSM, mais nous avons besoin de volontaires pour le tenir, et nous sommes sûrs qu'il y aura beaucoup d'autres choses à faire. Même si nous nous connaissons les uns les autres, nous pouvons aussi utiliser le FSM pour échanger sur nos expériences de militantEs de l'IRG.

Et si vous ne pouvez pas y aller – nous avons besoin de manière urgente de dons pour rendre possibles nos activités au FSM. Si vous voulez réserver votre don aux activités de l'IRG lors du FSM, notez clairement avec votre contribution « **pour l'IRG au FSM** ».

Pour toutes questions, contactez le bureau de l'IRG à info@wri-irg.org.

Donner à l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

Donner à l'Internationale de RésistenEs à la Guerre

- ▶ par **ordre permanent** qui nous permet de planifier - prévenez nous. Nos contact bancaire son su la prochaine page.
- ▶ par **virement postal** a War Resisters' International, en Euros a la Bank of Irland, IBAN IE91 BOFI 9000 9240 413547
- ▶ par **carte bancaire** en remplissant les détails ci-contre, ou via notre site web <http://wri-irg.org>
- ▶ par **chèque**, en euros, dollars ou livres sterlings à l'ordre de "WRI" à envoyer au 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB.

Paiement par carte de crédit internationale

Veillez débiter ma carte de€/US\$/£

Carte : Visa/Access/Mastercard/American Express (veillez rayer les mentions inutiles)

No de carte :

Date d'expiration : ___ / ___

Code de sécurité : _____

Prénom et nom du titulaire de la carte :

Adresse de facturation (si différente de celle ci-contre)


Merci por votre solidarité



La boutique de l'IRG

Vous pouvez acheter les articles ci-dessous auprès de l'Internationale des Résistant-e-s à la Guerre en joignant au bon ci-dessous un chèque (en £/\$ ou €) à l'ordre de War Resisters' International que vous adressez à WRI-IRG, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB. Vous pouvez aussi commander en ligne (paiement par carte bancaire) à <http://wri-irg.org/shop/shop-fr-eu.htm>. Tous les prix sont ports compris, tous les documents imprimés sont en anglais.

Nb	Description	Prix
_____	1-9 badge "fusil Brise", à l'unité	€2,25
_____	10-90 badge "Fusil Brise" x 10	€14,00
_____	100 badges "Fusil Brise", x 100	€117,50
_____	 <i>Housmans Peace Diary 2007</i> avec son répertoire mondial des organisations ISSN 0957-0136 ISBN 0 85283-263 X	€13,50
_____	Emily Miles: <i>CO Guide to the UN Human Rights System</i> (Guide de l'objo pour le système des droits de l'homme de l'ONU, IRG et Quaker UN office, Genève, 2000)	€19,00
_____	<i>Resistance and Reconstruction</i> (Résistance and Reconstruction, Institute For Total Revolution, Vedchhi, 1988)	€7,25
_____	Devi Prasad & Tony Smythe: <i>Conscription: A World Survey</i> (Conscription: une étude mondiale, IRG, Londres 1968)	€7,00
_____	Peter Brock: <i>Testimonies of Conscience</i> (Témoignages de Conscience, à compte d'auteur, Toronto, 1997)	€7,00

Nb	Description	Prix
_____	Brian Martin et al: <i>Nonviolent Struggle and Social Defence</i> (Luttes nonviolentes et défense sociale, IRG, Londres 1991)	€10,50
_____	 Mitzi Bales (Hrsg.): <i>Opening Doors to Peace: A Memorial to Myrtle Solomon</i> (Portes ouvertes à la paix: un hommage à Myrtle Solomon, IRG, Londres 1991)	€7,00
_____	Devi Prasad: <i>War is a Crime against humanity. The story of War Resisters' International</i> (La guerre est un crime contre l'humanité, histoire de l'IRG, Londres 2005)	€47,00
_____	Vos Dons	€ _____
Total		€ _____
Nom :		_____
Adresse :		_____
Pays :		_____
Date :		_____
Signature :		_____

Le Fusil Brisé

Le Fusil Brisé est le bulletin d'information de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre. Il est publié en anglais, espagnol, français et allemand. Ceci est le numéro 72 de novembre 2006.

Ce numéro est le fruit du travail d'Andreas Speck. Tous nos remerciements à touTEs celles qui ont fourni les infos utilisées dans ce numéro. Pour vous procurer d'autres copies de ce Fusil Brisé, merci de contacter le bureau de l'IRG ou téléchargez-le de notre site internet.

Internationale des RésistantEs à la Guerre
5 Caledonian Rd, Londres N1 9DX, Grande Bretagne
Tél: +44 20 7278 4040
Fax: +44 20 7278 0444
info@wri-irg.org
<http://wri-irg.org/pubs/br72-fr.htm>



L'internationales de Résistant-e-s à la Guerre

Soutenir et mettre en relation les résistant-e-s à la Guerre à travers le monde

Merci d'envoyer vos dons dès aujourd'hui pour soutenir le travail de l'IRG

Je soutiens l'IRG:

(merci de cocher au moins une case)

- J'envoie un don de £/€.....à l'IRG
- J'ai besoin d'un reçu pour ce don
- Je remplis le formulaire au dos pour un prélèvement sur ma carte bancaire.
- Je vais mettre en place un virement permanent mensuel/trimestriel/annuel (barrer les mentions inutiles) de.....€ à l'ordre de War Resisters' International: IBAN IE91 BOFI 9000 9240 41 35 47 Bank of Ireland
- Je souhaiterais recevoir un formulaire pour le virement permanent.

Voici mes coordonnées:

Nom : _____

Adresse : _____

Pays : _____

Envoi des dons (chèques en euros à l'ordre de War Resisters' International) à IRG, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB)

L'IRG garde les noms et adresses de ses soutiens sur support informatique à ses seules fins. Si vous ne le souhaitez pas, n'hésitez pas à nous le faire savoir.